

UNE SEMAINE SUR LES MARCHÉS*

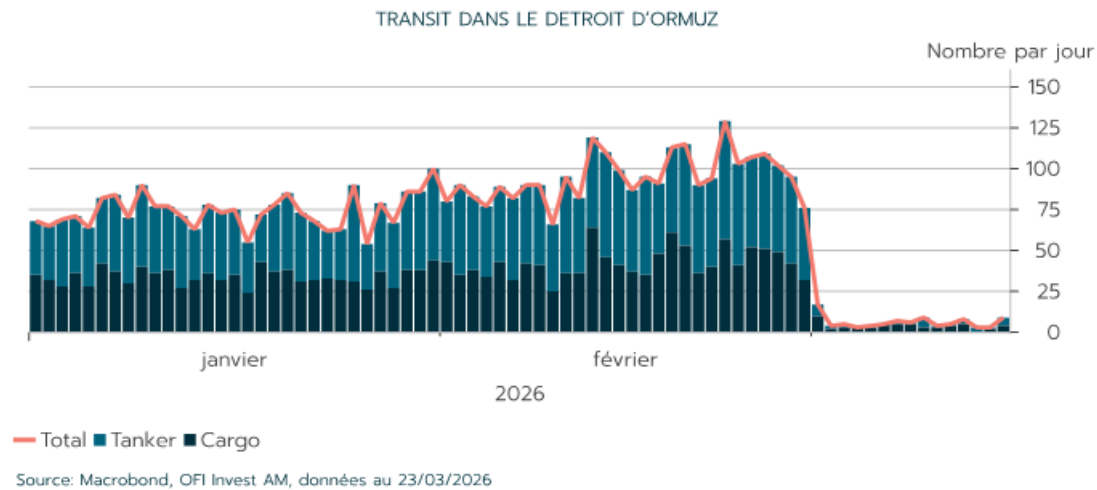
Inflation : Banques Centrales en alerte

- Les Bourses restent dans le rouge : l'Eurostoxx a perdu environ 10 % depuis le début du mois (et du conflit), et le S&P 500 environ la moitié. Il est difficile de rebondir en l'absence de visibilité sur un conflit qui semble se prolonger et qui a touché des infrastructures gazières au Moyen-Orient. Ces attaques ont entraîné une nouvelle hausse des prix du pétrole et du gaz, qui demeurent au-delà de 110 \$ le baril pour le Brent et de 60 €/MWh pour le gaz. Alors que les États-Unis s'apprêtent à envoyer des troupes supplémentaires pour sécuriser le détroit d'Ormuz, le transit reste pour le moment bloqué.
- Les plus grandes Banques Centrales du monde (la Fed, la BCE, la BoE, la BoJ, etc.) tenaient la semaine dernière leur réunion de politique monétaire. Toutes ont maintenu leurs taux inchangés, sauf la Banque d'Australie, qui les a relevés pour la deuxième fois de l'année dans un contexte de pressions inflationnistes domestiques. Le ton des banquiers centraux est apparu très préoccupé quant aux conséquences inflationnistes, notamment en Europe (rappelons que la BCE et la BoE n'ont pas de double mandat - contrairement à la Fed - mais uniquement celui de stabilité des prix). Les marchés obligataires ont donc réagi brutalement : les taux d'intérêt ont augmenté partout, avec un aplatissement remarquable des courbes de taux.
- Le taux d'intérêt des obligations de maturités plus courtes a fortement augmenté, reflétant des anticipations de nouvelles hausses de taux, tandis que les taux d'intérêt sur les maturités plus longues ont moins progressé, car ils intègrent également des craintes concernant la croissance. La hausse la plus élevée a eu lieu au Royaume-Uni, où le taux souverain à deux ans a augmenté de plus de 45 points de base (le marché anticipe désormais trois hausses de taux d'ici la fin de l'année, contre deux baisses avant le début du conflit), tandis que les taux américains et allemands de la même maturité ont progressé entre 20 et 30 points de base.

LES NOUVELLES MACROÉCONOMIQUES DE LA SEMAINE

- Le verdict des Banques Centrales est unanime : l'inflation totale sera plus élevée cette année en raison de la flambée des prix de l'énergie, mais il est trop tôt pour savoir s'il y aura des effets indirects et de second tour, et donc si aussi l'inflation sous-jacente sera plus élevée que prévu. Cela dépendra essentiellement de la durée et de l'intensité du conflit. Selon les nouvelles projections de la BCE, l'inflation totale en zone euro devrait s'établir en moyenne à 2,6 % cette année, contre 1,9 % prévu en décembre, et la croissance à 0,9 %, contre 1,2 % prévu en décembre.
- Comme l'a bien expliqué Christine Lagarde, mais cela vaut également pour les autres Banques Centrales, les variables à surveiller, au-delà des prix des matières premières, seront les goulets d'étranglement des chaînes d'approvisionnement, les anticipations d'inflation des ménages et des entreprises, l'évolution des salaires et les indicateurs de demande. C'est probablement sur la base de l'ensemble de ces indicateurs que les banques centrales décideront de hausser ou non les taux directeurs dans les mois à venir, afin d'éviter que l'inflation ne devienne durable. Les impacts sur la croissance seront à la baisse, mais d'intensité différente en fonction des zones. Même si les États-Unis sont mieux protégés que l'Europe grâce à leur indépendance énergétique, ils ne sont pas pour autant totalement immunisés face à un choc de confiance.

- Autre information notable issue de la réunion de la Fed : Jerome Powell a indiqué qu’il resterait président par intérim si Kevin Warsh n’était pas confirmé à temps, et qu’il demeurerait membre du Board tant que l’enquête judiciaire lancée par Trump ne serait pas résolue et clarifiée. Il décidera ensuite combien de temps rester comme gouverneur, sachant que son mandat s’achève en janvier 2028.
- En Europe, les premières enquêtes de sentiment post-conflits menées en Allemagne montrent une dégradation significative de la confiance, notamment au sein des entreprises des secteurs énergivores.



	20/03/2026	13/03/2026	Variation hebdo.	Variation / fin 2025
Actions			%	%
CAC 40	7 666	7 912	-3,1%	-5,9%
S&P 500	6 506	6 632	-1,9%	-5,0%
Taux	%	%	Points de base	Points de base
10 ans US	4,38	4,28	10	21
10 ans Allemagne	3,04	2,98	6	19
10 ans France	3,75	3,67	8	19
10 ans Italie	3,97	3,79	18	41
Ecart de rendement	Points de base	Points de base		
10 ans Italie-Allemagne	92	81	11	22
Volatilité actions US			Ecart hebdo.	Ecart / fin 2025
VIX	23	24	-1	8

Source Bloomberg - Indices actions hors dividendes en devise locale

Achevé de rédiger le lundi 23 mars 2026 par Ofi Invest Asset Management
Ombretta SIGNORI, directrice de la recherche macroéconomique et stratégie
Romain FAQUET, économiste et macro-stratégiste.

Information importante

Cette communication publicitaire est établie par Ofi Invest Asset Management, société de gestion de portefeuille (APE 6630Z) de droit français agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous l'agrément n° GP92012 – n° TVA intracommunautaire FR51384940342, Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 71 957 490 euros, dont le siège social est situé au 127-129, quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 384 940 342. Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie. Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées. Cette communication publicitaire ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter des produits ou services présentés ou gérés par Ofi Invest Asset Management. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir. FA26/0782/M